

Québec, le 26 mars 2020

Objet : Demande d'accès aux documents administratifs
Notre dossier : 16310/19-439

Monsieur,

Nous donnons suite à votre demande d'accès, visant à obtenir le nombre d'élèves HDAA à la formation générale des jeunes du réseau d'enseignement public, selon le niveau et l'année scolaires, pour les années 2018-2019 et 2019-2020.

Vous trouverez en annexe un document qui présente les données définitives de l'année 2018-2019 ainsi que les données provisoires de l'année 2019-2020. Il est à noter que les données complètes de celle-ci seront disponibles en septembre 2020.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, RLRQ, c. A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès aux documents,

Originale signée

Ingrid Barakatt
IB/JG/jr

p. j. 2

Nombre d'élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) à la formation générale des jeunes du réseau d'enseignement public (commissions scolaires francophones et anglophones), selon l'ordre d'enseignement et l'année scolaire

Ordre d'enseignement	Année scolaire	
	2018-2019	2019-2020 ¹
Préscolaire	5 604	4 674
Primaire	105 327	106 456
Secondaire	101 162	105 028
Total EHDA du réseau public (commissions scolaires francophones et anglophones)	212 093	216 158

1 : Données provisoires et non officielles.

Source : MEES, TSEP, DGSRG, DIS, Portail informationnel, Système Charlemagne, données au 2020-01-30.

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (la Loi).

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) *Pouvoir :*

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec	525, boul René-Lévesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) *Motifs :*

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) *Délais :*

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).